

4E



DEBATE

BRESIL

**contribution
au**

**programme
des**

communistes

4° P 8785 / suppl.

UNE PLATE-FORME POUR LES MARXISTES BRÉSILIENS

Sous le titre Contribution au programme des communistes nous présentons en français le texte entièrement remanié du Projeto de plataforma política publié en avril 1973 dans DEBATE-12. Ce Projet constituait le résultat d'une longue et patiente discussion entre marxistes brésiliens, entreprise à partir de 1971 dans le cadre du processus auto-critique auquel ont été conduits les révolutionnaires brésiliens après les défaites subies pendant la période de l'action directe et de la résistance armée contre la dictature militaire terroriste au pouvoir depuis 1964. Une partie importante de cette discussion a été publiée dans DEBATE, notamment à partir du numéro 5 (daté de février 1971).

En soumettant ce texte, fruit de l'effort collectif d'un noyau de communistes brésiliens, aux démocrates et communistes français, nous voudrions, non seulement faire connaître nos idées sur les problèmes du mouvement communiste et révolutionnaire de notre pays, mais aussi apporter notre contribution à un débat qui dépasse, par sa portée, les limites de notre pays, puisqu'il concerne l'actualité vivante du marxisme et du léninisme, les grandes théories révolutionnaires de notre époque. Car malgré dix années de terrorisme militaire, de despotisme du grand capital, les idées du marxisme et du léninisme continuent, au Brésil comme ailleurs, à orienter l'action et la pensée de tous ceux qui se battent conséquemment pour changer le monde.

La rédaction de DEBATE

août 1974

CONTRIBUTION AU PROGRAMME DES COMMUNISTES

§1- Pourquoi une plate-forme politique?

Un important processus de discussion et de clarification politique se déroule actuellement au sein de la gauche brésilienne. La défaite du courant militariste a fait s'écrouler les principaux obstacles qui ont, jusqu'à récemment, bloqué l'analyse et la discussion organisées sur les conceptions et les lignes politiques investies et matérialisées dans l'expérience des dernières années et, en particulier, pendant la période 1968-1970, marquée par l'apogée de la "guerrilla urbaine". Examiner critiquement cette expérience, comprendre les raisons de nos défaites, déterminer les causes de nos erreurs, découvrir les voies et les méthodes permettant de les dépasser, telles sont les aspirations d'une bonne partie des militants révolutionnaires qui, ayant compris la gravité de la situation où se trouve aujourd'hui le mouvement démocratique et socialiste au Brésil, s'emploient à reorganiser leurs forces de manière à pouvoir reprendre la lutte avec plus de succès. Cette nouvelle attitude est assez positive, surtout dans la mesure où elle permet à tous les communistes et révolutionnaires de prendre position face aux différentes formations politiques autour desquelles se regroupe, dans sa fragmentation actuelle, notre mouvement révolutionnaire.

Tant l'actuel processus de discussion politique que le relatif désordre dans lequel il s'effectue sont l'expression et le résultat de la lutte révolutionnaire des dernières années: si la discussion se fait dans un certain désordre, c'est parce que pendant toute une période elle est apparue, pour beaucoup de camarades, comme le contraire de l'action. "Discuter autour d'une table" était en effet considéré comme un gaspillage de temps et d'énergie sinon comme un facteur de désunion. La "pratique", interprétée de la façon la plus simpliste, et identifiée sans plus à la "guerrilla", était censée porter remède à tous nos maux. Les défaites que nous avons éprouvées ont remis à leur juste place toutes ces simplifications. Rien de plus normal qu'aujourd'hui le retour à la "discussion" entre révolutionnaires prenne comme point de

départ ces défaites récentes.

Cela peut expliquer la lenteur avec laquelle le débat politique et la lutte idéologique se développent, les immenses difficultés que doivent affronter les militants révolutionnaires engagés dans ce processus et surtout l'inexistence d'organes politiques susceptibles de la rendre suffisamment large, méthodique et efficace. C'est pourquoi l'effort en vue de mener de l'avant cette discussion est inséparable de l'effort en vue de consolider les formes d'organisation et les instruments politiques faute desquels elle se dispersera et contribuera plutôt à diviser qu'à regrouper les révolutionnaires.

La situation actuelle présente en ce sens un certain nombre d'analogies avec celle qu'a traversé le mouvement révolutionnaire brésilien en 1965-1967. On sait en effet que la période qui s'est ensuivie au coup d'Etat de 1964 a été elle aussi marquée par un intense processus de discussion, visant à déterminer les raisons de la défaite d'avril 1964 et les conditions tant programmatiques qu'organisationnelles de la reprise de la lutte révolutionnaire. Nous savons tous quel a été le résultat de ces discussions et des luttes idéologiques qui les ont accompagnées: le passage à l'action directe en 1968, conduit par les groupes militaristes d'extrême-gauche, l'incapacité dont ils firent preuve de diriger correctement la montée des luttes de masse en mars-juillet 1968, et finalement l'aveugle offensive des groupes de guérilla urbaine en 1969-1970, lorsque, même pour une bonne partie des militants passés à l'action directe en 1968, il était évident que les opérations de commando contribuaient à désorganiser "non les forces du gouvernement, mais celles de la révolution". Et pourtant, les conditions politiques et organisationnelles où se sont développées les "lutttes internes" de 1965-1967 étaient incomparablement plus favorables aux révolutionnaires que celles d'aujourd'hui: le potentiel humain de la révolution était pratiquement intact, de nombreux périodiques et même des tribunes semi-légales étaient à la disposition des militants et la dictature militaire au service des monopoles se trouvait dans la phase dite de l'"ouverture" de Costa e Silva. Au contraire, le débat qui se déroule actuellement a eu comme point de départ l'anéantissement d'une bonne partie des organisations révolutionnaires (et pas seulement de celles qui s'étaient spécialisées dans les opérations de commandos urbains), de l'hécatombe de tout un secteur de la génération révolutionnaire passée à la lutte après le putsch de 1964 (les militants tués par les forces répressives se chiffrent à quelques centaines, le nombre de ceux qui ont dû s'exiler atteint plusieurs milliers) et d'un climat de défaite, voire de résignation assez répandu dans une fraction (jadis la plus combative) de la gauche brésilienne.

Cependant l'actuel débat idéologique présente un aspect positif par rapport à celui de 1965-1967: alors que celui-ci s'alimentait de la critique purement théorique des erreurs du PCB et de l'incapacité des autres forces révolutionnaires de déclancher la lutte armée contre la dictature militaire, les militants révolutionnaires discutent aujourd'hui leur propre expérience, leur effort critique est immédiatement auto-critique, puisqu'il concerne l'évaluation des conceptions programmatiques et des méthodes de luttes concrètement appliquées pendant les dernières années.

Souligner cet aspect positif ne signifie pas sous-estimer les aspects négatifs de la période qui vient de s'écouler et dont nous recueillons l'héritage nous tous, quelles que soient nos responsabilités, grandes ou petites, dans ces échecs. Parmi ces aspects négatifs, figurent les suivants, qui ont jusqu'à maintenant entravé l'approfondissement de la lutte idéologique, l'élaboration d'une théorie marxiste de la révolution brésilienne et l'accomplissement des tâches théoriques et politiques conditionnant la réorganisation du mouvement révolutionnaire et la réunification des marxistes-léninistes du Brésil:

- (1) les différentes organisations, mouvements et groupes politiques révolutionnaires connaissent mal, lorsqu'ils n'ignorent pas complètement, la théorie et la pratique politique des autres organisations, se contentant, le plus, d'établir des contacts purement locaux en vue de tâches immédiates,
- (2) dans la définition de leurs politiques d'alliances, elles se fondent le plus souvent sur des préjugés, des informations unilatérales et subjectives, plutôt que sur des principes politiques clairement explicités,
- (3) elles recrutent presque toujours leurs militants sur la base de l'influence personnelle et de la déformation des conceptions et lignes politiques des autres organisations, de manière que la pratique du recrutement reste fondée sur l'obscurantisme idéologique,
- (4) elles n'apportent, en général, qu'une très médiocre formation politique et théorique à ses militants,
- (5) elles s'abstiennent de critiquer de façon théoriquement rigoureuse les autres conceptions, se limitant à répéter que "tout montre" que leur propre programme et leur propre tactique sont les plus justes.

On pourrait augmenter indéfiniment la liste des difficultés auxquelles se heurte la lutte idéologique actuelle. Mais nous pensons avoir indiqué les plus importantes. Elles s'expliquent en bonne partie par le climat de terreur que la dictature des tortionnaires fait régner sur les secteurs les plus combattifs du mouvement ouvrier et populaire. Encore faut-il ne pas oublier que la terreur et la torture sont d'autant plus efficaces que leurs victi-

mes sont plus faibles et que par conséquent nos défaites récentes, si elles n'expliquent pas les crimes de la dictature, contribuent cependant à expliquer leur efficacité et leur impunité. En effet, l'expérience historique des luttes révolutionnaires d'autres peuples montre clairement (il suffit de mentionner la grande et victorieuse guerre révolutionnaire de libération nationale du peuple vietnamien) qu'aucune répression n'est capable de briser la volonté de lutte d'un peuple disposé à prendre en main sa destinée. C'est pourquoi en ce qui nous concerne, nous devons, comme l'ont déjà dit d'autres camarades révolutionnaires, "chercher les causes de nos défaites principalement dans nos erreurs".

Ces erreurs, nous les connaissons très bien et les marxistes-léninistes de D E B A T E les ont clairement indiqués d'un point de vue à la fois critique et auto-critique, dès le début de 1970: ils se résument dans la déviation "militariste" de la "nouvelle gauche", qui, elle-même, se réduit, pour l'essentiel aux deux thèses suivantes: (1) il est possible (ne serait-ce que "dans une première étape") de faire la révolution sans les masses et (2) l'action armée des commandos est l'unique (des courants plus modérés diraient: est la principale) forme de lutte révolutionnaire. Le fait que la plupart des organisations politiques brésiliennes essayent aujourd'hui de divulguer systématiquement leurs conceptions et utilisent à cet effet le travail à l'étranger a une double signification. D'une part, il constitue le résultat de nos récentes défaites: un mouvement révolutionnaire avec un si grand "poids spécifique" hors des frontières nationales est un mouvement affaibli, frappé à tous les niveaux, séparé des grandes masses des travailleurs, des opprimés, de tout le peuple. Mais d'autre part il exprime un effort de réorganisation et de reprise de la lutte idéologique là où les conditions sont les plus favorables pour le "redémarrage": à l'arrière-garde des luttes directes, relativement à l'abri de la répression. Il aurait été préférable que cette lutte se développe à l'intérieur de notre pays d'une façon aussi systématique et régulière qu'elle se fait à l'étranger; il aurait été souhaitable qu'existaient les moyens et les ressources pour que les militants qui, de nos jours, et dans les terribles conditions répressives du Brésil des généraux-tortionnaires, cherchent la voie de la lutte politique des masses, puissent y participer. Nous ne pouvons et ne devons épargner aucun effort dans le sens, d'autant plus que c'est de cette liaison avec les luttes pratiques que dépend la continuité et la conséquence de la lutte idéologique elle-même, et en général de l'effort que réalisent les marxistes du Brésil en vue de contribuer à la réalisation des grandes tâches révolutionnaires du moment: la réorganisation de notre mouvement et la reprise de l'initiative dans la lutte contre la dictature, contre l'impérialisme, pour le socialisme.

Une chose est certaine, c'est qu'un changement qualitatif s'opère dans les méthodes de travail et dans la conception même de la lutte idéologique et de l'élaboration collective dans le champ théorique et politique, comme en témoigne la prolifération récente de publications consacrées à ce but. A l'intérieur du Brésil les difficultés restent très grandes pour que s'organise, à travers la presse révolutionnaire clandestine, une discussion systématique, large et régulière. Mais ce n'est un secret pour personne que les grands problèmes de la lutte révolutionnaire sont discutés avec passion partout où se rallument les foyers d'une résistance, après les années sombres qui viennent de se terminer. Le Chili de l'Unité Populaire a été, pour les révolutionnaires de toute l'Amérique Latine, et notamment pour ceux des pays sud-américains soumis au fascisme militaire, une grande tribune que nous, brésiliens, avons utilisé largement. L'accueil véritablement internationaliste des camarades chiliens a créé les meilleures conditions pour une large confrontation de points de vue entre les différents courants du mouvement révolutionnaire au Brésil, doublement dispersés, d'abord par le cloisonnement historique des particularités régionales, ensuite par la vague répressive de la dictature. Alors qu'à l'intérieur du Brésil seuls les organes des partis communistes "traditionnels" (Voz Operária du Parti Communiste Brésilien, pro-soviétique, et A Classe Operária du Parti Communiste du Brésil, maoïste) dépassent, par leur divulgation et leur portée, le cadre restreint des petits cercles d'intellectuels, étudiants et ouvriers plus conscients, dans l'émigration, et surtout au Chili, les premiers pas dans la voie du renouvellement du marxisme et de la théorie révolutionnaire au sein du mouvement socialiste du Brésil ont été donnés pendant les trois années de l'Unité Populaire. Outre notre propre publication en espagnol, TEORIA Y PRACTICA, les revues TEMAS Y DEBATES, UNIDADE E LUTA ont notamment joué un rôle très positif dans le développement de la lutte idéologique au sein du mouvement révolutionnaire brésilien et ont favorisé, autant que DEBATE, le regroupement des révolutionnaires. L'élimination de la principale "base d'arrière-garde" de la résistance brésilienne, avec le coup d'Etat fasciste du 11 septembre 1973 au Chili, ne fait qu'avancer l'heure de la vérité pour tous les courants, tendances et organisations révolutionnaires brésiliennes qui se sont proposées de tirer les leçons des échecs de 1969-1971, de renouveler, à la lumière du marxisme et à partir de l'expérience de la lutte de classes au Brésil, la pensée et l'action socialistes dans notre pays et de reprendre sur des bases plus solides, la lutte contre la dictature militaire au service des monopoles.

Bref, le débat idéologique et l'effort auto-critique qui se développent actuellement ont mis un terme à un certain obscurantisme au nom duquel des mouvements d'"avant-garde" bloquèrent, des années durant, tout examen critique de la situation, en répondant, à ceux qui les interrogeaient à l'intérieur du pays qu'aucune discussion n'était possible "par des raisons de sécurité" et à ceux qui les interrogeaient à l'étranger que "par principe, nous n'acceptons de discussions politiques que sur le terrain de combat". C'est pourquoi à présent tous les militants révolutionnaires du Brésil, qu'ils soient sur le terrain ou dans l'émigration, dans la clandestinité ou en prison, se trouvent confrontés à trois tâches et buts principaux, susceptibles de transformer les défaites passées en victoires futures, et nécessaires à la pleine réactivation de la lutte directe des masses, à la réorganisation du mouvement démocratique et socialiste, à la réunification des marxistes-léninistes:

- (1) contribuer à l'union des révolutionnaires à la lutte des masses,
- (2) lutter pour le développement conséquent de la lutte idéologique, c'est-à-dire, pour mettre fin à l'obscurantisme idéologique et pour s'approprier théoriquement du marxisme et du léninisme comme instruments de la transformation révolutionnaire de notre société,
- (3) lutter pour la réunification des marxistes-léninistes du Brésil dans un parti révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les exploités et opprimés du Brésil, capable de diriger leur combat contre la dictature militaire au service des monopoles et d'assurer l'hégémonie prolétarienne dans la conquête révolutionnaire de la démocratie et dans la construction du socialisme dans notre pays.

Ces trois tâches qui configurent autant d'objectifs dans la présente situation sont interdépendantes, l'accomplissement intégral de chacun supposant que les autres soient aussi accomplis. Dans leur totalité, ils concernent spécifiquement les marxistes-léninistes. Mais tous les courants de notre mouvement révolutionnaire, y compris celles qui ne sont pas marxistes (socialistes chrétiens, nationalistes de gauche) sont intéressés, non seulement à se lier aux masses, mais également à ce que les accords, ainsi que les divergences soient précisés et que l'unité d'action de tous les démocrates et de tous révolutionnaires se fonde sur la compréhension et le respect des positions respectives de tous les composants du front anti-dictature dans notre pays.

C'est à la lumière de ces considérations que les militants marxistes-léninistes regroupés autour de DEBATE définissent leur Projet de Plate-Forme Politique, qui constitue non seulement la base théorique de notre acti-

tivité pratique, mais également notre point de vue sur les questions à être posées et résolues par tous ceux qui se reconnaissent dans les trois tâches fondamentales que nous venons de déterminer.

§2- De quelle plate-forme avons-nous besoin?

Le développement de la lutte idéologique ainsi que l'établissement de liens solides entre les communistes et les masses - conditions et buts à la fois de la réunification des marxistes-léninistes du Brésil - supposent une juste compréhension de la situation actuelle de notre mouvement révolutionnaire. Celle-ci se caractérise, de façon générale, par la dispersion de nos forces en multiples cercles et petites organisations politiques d'expression purement locale ou au maximum régionale. Certains de ces cercles et petites organisations sont le résidu de formations politiques brisées ou détruites par la répression militaire et policière des années 1969-1972 et constituent donc plutôt un reste du passé qu'une perspective pour l'avenir. D'autres expriment déjà un certain processus de regroupement des révolutionnaires, aussi bien de ceux passés à la lutte pendant la période de 1966-1969, que de militants encore plus jeunes, stimulés par les récentes luttes ouvrières et étudiantes.

Cette dispersion des révolutionnaires, cette fragmentation du mouvement révolutionnaire pris dans son ensemble, constitue une donnée objective de la situation actuelle. Elle est le résultat historique d'un double échec de la gauche brésilienne sur le terrain politique et organisationnel :

- (1) les graves et successives scissions du Parti Communiste Brésilien, et tout particulièrement celles de 1960-1961 (qui donna lieu à la formation du Parti Communiste du Brésil, maoïste) et de 1967-1968 (qui donna lieu à la formation de l'Action de Libération Nationale et du Parti Communiste Brésilien Révolutionnaire);
- (2) l'incapacité du nationalisme de gauche, composante essentielle, à côté du mouvement communiste, de la gauche brésilienne, à se donner un cadre organisationnel tant soit peu stable après le coup d'Etat de 1964. Il en va de même, dans une moindre proportion, pour la gauche chrétienne, qui peut cependant s'appuyer jusqu'à un certain point sur l'Eglise.

La fragmentation du mouvement révolutionnaire engendre et entretient l'esprit de cercle, donc le sectarisme. Dépasser cet esprit de cercle c'est d'abord déterminer les conditions idéologiques et politiques que doivent remplir les marxistes-léninistes en vue d'instaurer un esprit de parti et d'ou-

ouvrir par là la voie à la réunification. Ces conditions concernent d'une part le mouvement communiste lui-même, d'autre part, le mouvement de masses.

En ce qui concerne le mouvement communiste du Brésil, le premier pas dans la voie du dépassement de notre actuelle fragmentation est la détermination d'une plate-forme contenant le fondement théorique et les grandes orientations politiques autour desquelles les communistes du Brésil peuvent et doivent se réunir. Il ne faut pas oublier un seul instant que la fragmentation organisationnelle correspond à l'absence d'unité de pensée, notamment à l'absence d'un programme marxiste de la révolution sociale au Brésil. C'est pourquoi nous concevons la lutte idéologique non pas comme une stérile confrontation d'opinions polémiques entre tel et tel groupe politique sur les problèmes les plus variés du mouvement communiste international et de la théorie marxiste en général, mais comme un effort méthodique, patient et conséquent en vue de battre en brèche l'obscurantisme idéologique, et d'utiliser le marxisme, la grande théorie révolutionnaire de notre époque, dans la connaissance de notre réalité brésilienne et dans la détermination des voies conduisant à sa transformation révolutionnaire. Ni polémique entre groupuscules, ni affirmation abstraite d'une panacée politique censée résoudre tous les problèmes de la révolution, la lutte pour la définition d'une plate-forme politique des marxistes-léninistes du Brésil est une tâche militante dans le domaine de la théorie qui seule peut ouvrir la voie à l'unité de pensée du mouvement communiste et par là même à sa réorganisation et sa réunification sur des bases nouvelles.

En ce qui concerne le mouvement de masses, il faut comprendre que la dispersion des luttes ouvrières et démocratiques est à la fois une cause et une conséquence de la division des révolutionnaires, notamment des communistes. Une cause, en ce sens que l'absence d'une centrale ouvrière indépendante, et d'une manière générale, l'absence d'un mouvement syndical indépendant de l'Etat bloque l'essor des luttes de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, affaiblit leur capacité de revendication, de défense de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions générales d'existence et de travail et rend extrêmement difficile la diffusion des idées du marxisme et du léninisme auprès des grandes masses prolétaires et populaires. Une conséquence, puis que le facteur qui aurait pu efficacement contrecarrer l'absence d'une large organisation syndicale indépendante, à savoir un solide mouvement communiste fermement et organiquement lié aux masses travailleuses, fait défaut.

Face à cette situation, l'esprit de cercle se manifeste par deux déviations opposées, l'une sectaire, l'autre spontanéiste. La première se ca

caractérisée par le mépris de l'initiative des masses, par le doctrinarisme stérile sinon franchement divisionniste, par le rabaissement du grand objectif historique de la formation du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière du Brésil au profit d'une conception d' "extrême-gauche" sur le rôle de l'avant-garde communiste du mouvement ouvrier. La seconde considère qu'en dernière analyse la réunification des communistes ne sera possible que lorsque la classe ouvrière elle-même aura trouvé la voie de son unité et de son organisation indépendante et que par conséquent l'action des communistes doit se concentrer essentiellement, sinon presque exclusivement, dans l'effort pour "se lier aux masses". Une telle conception sous-estime manifestement le rôle de la lutte idéologique et par là même tend à sous-estimer le rôle dynamique que le regroupement des communistes peut jouer dans l'unité de la classe ouvrière. Elle fait reposer sur la spontanéité des masses la solution de problèmes qu'il n'appartient pas aux masses, en tant que telles, de résoudre, car il ne sert pas grand chose de se lier aux masses si l'on n'est pas à même de leur proposer des orientations politiques justes, si l'on n'est pas capable de leur ouvrir une perspective allant au-delà de leur niveau actuel de conscience et d'organisation.

Avoir dès maintenant un esprit de parti dans le travail auprès des masses, cela signifie donc s'unir au peuple pour unir le peuple autour de l'avant-garde communiste du mouvement ouvrier. On ne saurait cependant abolir les cercles par décret. La réorganisation, sur de bases nouvelles, du mouvement communiste du Brésil, ne pourra être que le résultat de tout un processus historique dans lequel s'accompliront les multiples tâches que notre situation a mis devant nous, et que nous avons résumées dans les trois orientations fondamentales de notre travail : s'unir aux masses, développer la lutte idéologique, oeuvrer pour la réunification des marxistes-léninistes.

Nous n'évaluons pas de la même manière les différents groupes, cercles et organisations qui constituent la gauche brésilienne telle qu'elle existe aujourd'hui. Outre les conditions qui expliquent leur apparition en tant que conséquences de nos défaites dans un passé encore récent, et qui découlent de la situation dans laquelle se livre la lutte de classes au Brésil à partir du coup d'Etat de 1964 (terrorisme militaire de la grande bourgeoisie alliée à l'impérialisme nord-américain, recul des luttes ouvrières et populaires, fragmentation du mouvement communiste et révolutionnaire), les différences entre les formations politiques de la gauche brésilienne se déterminent par les particularités sociales, politiques et idéologiques qui leur sont propres. Il va de soi par exemple qu'un cercle d'ouvriers révolutionnaires ne saurait être confondu avec un cercle d'intellectuels démocrates ou mé

me socialistes. Il va de soi également qu'un cercle de militants communistes luttant pour l'unité des révolutionnaires et s'efforçant de se lier aux masses ne saurait être confondu avec un groupe gauchiste se présentant comme la quintessence de la révolution et semant la division au sein du mouvement démocratique et socialiste de notre pays. En tout état de cause nous retenons donc comme critère et orientation de notre pratique révolutionnaire l'attitude de chaque formation de la gauche brésilienne à l'égard des trois tâches essentielles que nous avons définies et qui constituent l'orientation fondamentale de notre action. Celles qui luttent pour l'unité de pensée des communistes et qui sont liées ou luttent pour se lier au mouvement ouvrier et populaire représentent, à notre avis, les prémisses de nos victoires futures: c'est avant tout à elles que nous adressons ce Projet de plate-forme politique, ainsi qu'aux camarades aujourd'hui isolés mais qui aspirent à s'intégrer dans une organisation de marxistes-léninistes dans laquelle ils puissent se reconnaître. Bref, dans le cadre d'un mouvement communiste et révolutionnaire dispersé en cercles, nous nous adressons à ceux qui luttent pour dépasser l'esprit de cercle et pour faire vivre le parti marxiste de la classe ouvrière.

Nous considérons que les conditions essentielles ont été réunies, pendant ces dernières années, et notamment à partir de 1972, pour que les cercles et organisations marxistes, luttant pour s'unir aux masses et pour constituer le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, développent la discussion systématique des bases politiques de leur union, de l'union des communistes du Brésil. Les succès que nous avons nous-mêmes remportés, d'abord en tant que cercle de propagandistes du marxisme à travers DEBATE, ensuite en livrant une lutte sans relâche pour créer une organisation de marxistes-léninistes capable de mener de l'avant les trois grandes tâches historiques que nous préconisons pour tous les révolutionnaires et notamment pour les communistes, constituent un gage certain de la justesse de notre action. Nous nous sommes toujours refusés, et nous continuerons de le faire, à rabaisser nos objectifs et nos idéaux en nous présentant comme si nous étions déjà le noyau central autour duquel se réorganisera le mouvement révolutionnaire et communiste du Brésil. Car nos succès, s'ils sont immenses par rapport à notre point de départ (graves défaites de 1969-1971, absence d'organes politiques de débat entre marxistes, septicisme et désarroi d'un certain nombre de militants ayant participé aux luttes de la période antérieure, démantèlement et désagregation de presque toutes les organisations formées pendant les dix dernières années, etc.), sont encore très insuffisants par rapport aux objectifs que nous visons. C'est pourquoi nous avons conçu notre Projet de plate-forme politique non pas comme une synthèse achevée, prétendant apporter la solution à tous les problèmes du mouvement communiste et révolutionnaire du Brésil, mais comme l'analyse, enco

re partielle et limitée, des grandes questions que les marxistes-léninistes se doivent de répondre aussi bien sur la société brésilienne que sur la tactique et le programme révolutionnaire. Autant dire que ce Projet de plate-forme a un double caractère. D'une part, il constitue déjà un document tenant lieu de programme politique pour un nombre sans cesse croissant de militants luttant pour réorganiser, sur de nouvelles bases le mouvement communiste du Brésil. D'autre part, il ne réfléchit pas encore suffisamment le point de vue de l'ensemble des militants qui représentent à l'heure actuelle le patrimoine humain du marxisme-léninisme dans notre pays. Ce qui veut dire qu'il a été assez discuté, qu'il a subi suffisamment d'épreuves au niveau de la lutte idéologique pour qu'on puisse l'avancer comme une proposition susceptible de rassembler les éléments les plus avancés du mouvement communiste et révolutionnaire. Mais cela veut dire aussi qu'il n'a pas été encore soumis à la dure épreuve des faits, dans la mesure même où il n'a pas encore devenu une force matérielle, où il n'a pas encore été repris par les masses dans leur lutte journalière et dans leur combat politique contre la dictature.

La première grande question à laquelle doit répondre un Projet de plate-forme politique visant à rassembler autour de lui tous les marxistes-léninistes convaincus de la nécessité de réorganiser sur de bases nouvelles le mouvement révolutionnaire du Brésil consiste à savoir quelles sont les questions qu'il se doit répondre. Cette question préalable est beaucoup plus importante qu'il ne le semble à première vue. Nul n'ignore que le mouvement communiste international se trouve profondément divisé depuis de longues années et qu'au sein même du courant majoritaire (celui qui se regroupe autour du PCUS) les divergences sont graves sur de questions aussi importantes que la signification de la démocratie socialiste, les relations entre les partis communistes de chaque pays, la portée et le caractère de l'internationalisme prolétarien, et, de manière générale, l'évaluation de l'expérience historique de la construction du socialisme, de ses déformations, et tout particulièrement de la période où Staline a exercé un pouvoir despotique sur le parti et l'Etat soviétiques. Jusqu'à quel point faut-il tenir compte de ces divergences? Jusqu'à quel point l'unité de pensée des marxistes-léninistes du Brésil suppose une appréciation identique sur chacun de ces points? (et encore nous n'avons donné que quelques exemples de problèmes susceptibles de provoquer des divisions au sein du mouvement communiste de n'importe quel pays). C'est pourquoi nous avons adopté, dans l'élaboration de notre Projet De Plate-forme Politique, le critère consistant à ne poser comme point de départ, que les questions qui, une fois résolues, permettront de résoudre les autres.

Comment appliquer ce critère? Il nous semble évident que l'unité de

pensée d'un mouvement communiste digne de ce nom s'exprime d'abord par une conception scientifiquement rigoureuse de la société et de l'Etat dans le cadre duquel se déroule son action. La détermination du caractère d'une société est la condition pour qu'on détermine le caractère de la révolution qui doit la transformer : la nature de ses tâches, les classes et forces sociales susceptibles de s'y reconnaître, ainsi que ses ennemis, c'est-à-dire, l'ensemble de classes et forces sociales intéressées à la préservation des rapports sociaux existants. La question du caractère de la révolution brésilienne, en tant que déterminée par le caractère de la société et de l'Etat brésiliens, voilà le premier grand thème autour duquel l'unité de pensée est indispensable.

La seconde grande question sur laquelle l'unité de pensée est indispensable à l'unité dans l'action porte sur l'utilisation des forces révolutionnaires, sur les formes d'organisation et de lutte dans lesquelles elles doivent s'investir. Plus que jamais au Brésil, il faut savoir que faire de nos forces, de quelle manière les investir pour qu'elles s'accumulent et deviennent capables de jouer le grand rôle historique qui est le leur.

Une troisième question concerne les grandes orientations politiques du mouvement ouvrier et démocratique dans la situation actuelle, parmi lesquelles la question de la formation d'un front anti-dictature regroupant toutes les forces intéressées au renversement du régime de despotisme militaire au service des monopoles.

Nous sommes profondément persuadés qu'un accord de fond sur ces trois grandes questions peut assurer l'unité de pensée et d'action des marxistes-léninistes du Brésil. Sur la base de cette accord, et dans la mesure où nous serons capables d'en tirer les conséquences sur le plan de l'organisation et de la lutte politique, c'est-à-dire, dans la mesure où l'unité de pensée se traduira par la réorganisation, sur de bases nouvelles, du mouvement communiste du Brésil, il sera de plus en plus possible de poser -- et de résoudre correctement -- les autres problèmes de fond qui divisent le mouvement communiste international et qui exigent des communistes brésiliens (comme des communistes de tous les pays) une prise de position à la fois très ferme sur le plan des principes et très conséquente sur le plan politique. Nous avons mentionné quelques uns de ces problèmes: il suffit de dire ici qu'ils concernent l'analyse de l'expérience historique de la construction du socialisme et de la lutte de classe du prolétariat international. Encore faut-il ne pas oublier que sans une solide unité dans l'action, le débat théorique et les controverses idéologiques et historiques peuvent rapidement dégénérer en

querelles scolastiques, dans lesquelles se complaisent d'ailleurs de nombreux intellectuels d'"extrême gauche". Pour les marxistes-leninistes, au contraire il s'agit d'abord de forger cet intellectuel collectif qui est le parti révolutionnaire de la classe ouvrière. C'est pourquoi la priorité des priorités, pour les communistes du Brésil, consiste dans l'accomplissement des trois grandes tâches qui feront vivre le parti. C'est pourquoi aussi nous ne discutons et ne prenons position, dans ce Projet de plate-forme que sur les problèmes dont la solution est indispensable à la création des conditions idéologiques et politiques de l'unité des communistes.

§3- Le caractère de la société brésilienne et le programme marxiste de la révolution.

Là où fait défaut une démarche scientifique sérieuse, le chemin est ouvert à toutes sortes de spéculations vides sur la nature de la société et le contenu du programme révolutionnaire. Il serait impossible de dresser ici l'inventaire des doctrines et programmes avancés, ne serait-ce que pendant les dernières années par les différents courants de la gauche et notamment de l'"extrême-gauche" brésilienne. Certains de ces documents politiques présentent une conception plus ou moins cohérente sur ce qu'ils considèrent comme étant les grands problèmes de la révolution. Mais il s'agit, le plus souvent, d'une cohérence purement formelle, relevant de la logique abstraite plutôt que de l'analyse matérialiste de la réalité sociale. Rien d'étonnant alors à ce que toutes les doctrines simplement concevables sur le plan des idées soient effectivement soutenues par tel ou tel groupement, qui trouve dans l'"originalité" de son point de vue un prétexte pour s'ériger en secte porteuse de la quintessence de la vérité révolutionnaire.

Le débat entre les partisans de différentes doctrines sur la nature de la révolution brésilienne dans sa phase actuelle (révolution nationale et démocratique, ou bien de libération nationale, ou bien populaire, ou bien socialiste) est le reflet fidèle de cet état d'esprit. Chaque petite secte a classifié toutes les autres en fonction d'un certain nombre de qualifications dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils sont employés plutôt comme des louanges ou condamnations morales que comme le résultat d'analyses concrètes et rigoureuses. Les critiques que ces cercles et organisations s'adressent les unes aux autres sont aussi très souvent le reflet, plutôt que des problèmes réels et actuels auxquels s'affrontent les révolutionnaires brésiliens, de polémiques et scissions dont on ne saurait nier l'importance historique dans le développement du mouvement communiste international, mais qui ne servent qu'à

dévoier les militants brésiliens de leurs tâches concrètes, tout en perpétuant leurs divisions. A quoi sert en effet de s'accuser mutuellement de "stalinisme", "trotskysme", "révisionnisme", "réformisme", etc., alors qu'on n'est pas capable de mener de l'avant la lutte contre la dictature militaire terroriste? Les déviations passées et présentes du mouvement communiste international ne seront dépassées que par une pratique révolutionnaire conséquente. : c'est principalement en faisant avancer la lutte révolutionnaire dans son propre pays que chaque communiste contribue effectivement à la solution des grandes questions idéologiques et politiques qui divisent aujourd'hui sur le plan international, et à l'intérieur même de chaque pays, le mouvement communiste dans son ensemble.

Nous avons dit pourtant qu'un important processus de discussion et de clarification politique et idéologique est en cours au sein du mouvement révolutionnaire brésilien. Sur le plan de l'élaboration de la théorie marxiste du développement du capitalisme au Brésil, dans la définition de la nature de classe de la société et de l'Etat brésiliens actuels, dans la détermination des transformations révolutionnaires qui ouvriront la voie au socialisme dans notre pays, cette discussion et cette clarification ont conduit non seulement à une vision en tous points plus juste, plus conforme au processus réel, mais également à une attitude plus constructive à l'égard de notre propre passé, c'est-à-dire, au passé du marxisme et du mouvement communiste au Brésil. Plus constructive, cela ne veut pas dire nécessairement moins critique. Cela veut dire simplement que les marxistes-léninistes qui s'efforcent aujourd'hui de réorganiser sur de bases nouvelles le mouvement communiste du Brésil s'enracinent dans l'histoire des luttes sociales de notre pays et en assument l'héritage, fût-ce pour le remanier de fond en comble.

Nous ne saurions passer en revue l'histoire des idées socialistes au Brésil, ni même celle des théories sur la nature de la société brésilienne. Il suffira, pour les buts que nous poursuivons dans notre Projet de plate-forme, de noter que malgré un certain nombre de contributions significatives, qui ont joué un rôle important dans la pensée marxiste brésilienne et dans l'élaboration de la théorie matérialiste dialectique du développement historique de la société brésilienne (citons au passage les travaux de Nelson Werneck Sodré, Alberto Passos Guimarães, Caio Prado, pour ne parler que des plus connus), le mouvement communiste brésilien comme un tout et les intellectuels marxistes en particulier ne sont pas parvenus à s'approprier véritablement du marxisme, la grande théorie révolutionnaire de notre époque, en tant qu'instrument vivant de connaissance et d'action. En fait, le marxisme tel que l'a pratiqué le mouvement communiste au Brésil, a été trop souvent

rabaisé à une sorte de positivisme évolutionniste de gauche. Rien d'étonnant alors à ce que, dans des situations cruciales, comme lors de la grande montée des luttes ouvrières, démocratiques et anti-impérialistes de 1961-1964, ou pendant la période de confusion et de désarroi qui s'est ensuivie à la victoire du putsch réactionnaire du 31 mars 1964, les communistes n'étaient pas armés, sur le plan idéologique, pour comprendre le cours des événements, pour définir des orientations justes, pour parer efficacement aux coups de l'adversaire.

On comprend donc l'importance d'un débat conduisant à l'élaboration sur la base du matérialisme dialectique, d'une juste théorie sur le caractère de la société et de la révolution brésiliennes. Elle seule peut apporter un fondement scientifiquement solide à l'action des communistes brésiliens, elle seule peut assurer la véritable unité de pensée des révolutionnaires, qui se distingue autant de la phrase "super-révolutionnaire" que de l'éclectisme sans principes courant toujours à la remorque des événements.

L'initiative que nous prenons d'avancer un certain nombre de thèses apportant un principe de solution à cette première grande question du programme marxiste de la révolution brésilienne a été rendue possible grâce à un travail obstiné, tant à l'intérieur du cercle de militants regroupé depuis 1970 autour de DEBATE qu'au niveau de la confrontation publique d'idées entre révolutionnaires de toutes les tendances. Elles ont fait leurs preuves sur le plan de la lutte idéologique. Ce qui ne veut pas dire qu'elles constituent un système achevé de pensée susceptible de clôturer pour de bon la discussion sur le programme de la révolution, ne serait-ce que dans ses fondements généraux. Nous n'avons ni la prétention ni l'envie de "dire le dernier mot" sur une question qui concerne tous les communistes et tous les révolutionnaires du Brésil. Mais nous sommes persuadés d'être sur la bonne voie, celle du marxisme, du léninisme et de l'analyse concrète d'une situation concrète, celle du Brésil.

Le caractère de la révolution se détermine par le caractère de la société. Cette détermination, cependant, n'est que la plus générale: elle correspond globalement à ce qu'on appelle les "conditions objectives" de la révolution. A ce niveau, il ne saurait y avoir aucun doute sur le caractère capitaliste de la société brésilienne et sur le caractère socialiste de la révolution qui doit la transformer. L'Industrie domine l'Agriculture, la Ville domine la Campagne, la concentration du processus productif a atteint un niveau parfaitement comparable à celui des pays capitalistes avancés, et a entraîné, comme partout ailleurs, la formation de grands monopoles qui dominent l'éco-

nomie et la société. Les rapports pré-capitalistes de production, dont ceux qui constituent les différentes formes de l'économie paysanne, sont entièrement subordonnés aux rapports capitalistes de production, donc à la logique objective de l'accumulation monopoliste. La reproduction élargie du capital monopoliste domine la production économique toute entière.

La conclusion générale et fondamentale qu'il faut tirer de cette constatation c'est qu'il n'y a pas de transformation révolutionnaire possible des rapports de production au Brésil sans l'abolition de la logique du profit monopoliste. Cette conclusion semble aujourd'hui peu contestable. Pourtant, l'accord est loin d'être fait, entre révolutionnaires et communistes brésiliens, sur ce point capital.

Pour un certain courant de notre mouvement communiste, les tâches de la révolution au Brésil ont encore un caractère essentiellement démocratique-bourgeois, les ennemis qu'il faut abattre étant les gros propriétaires fonciers et l'impérialisme. Autant dire que dans cette conception les deux grands blocages du développement des forces productives et au progrès économique et social du pays sont d'une part la grande propriété foncière, d'autre part l'exploitation économique étrangère. La seule fraction de la bourgeoisie brésilienne censée être dans le camp de l'ennemi, ce serait celle directement liée aux monopoles étrangers, notamment la bourgeoisie dite "compradora", c'est-à-dire, installée dans le commerce d'exportation et importation. La bourgeoisie nationale par contre, serait intéressée à un programme national et démocratique des réformes comportant notamment la réforme agraire (avec la constitution d'une large couche de petits et moyens cultivateurs), le renforcement du secteur public de l'économie, la démocratie politique, une politique étrangère d'indépendance nationale, etc. Le caractère progressiste de ces mesures est indéniable. Par contre, il est beaucoup moins évident que les facteurs conduisant la bourgeoisie nationale à s'intégrer au bloc des forces démocratiques et anti-impérialistes étaient assez significatifs pour qu'on puisse fonder là-dessus tout une stratégie politique, comme l'a fait le PCB pendant la période précédant le coup d'Etat de 1964, et comme il continue de le faire malgré une certaine évolution, bien récente du reste, qui semble s'amorcer à l'intérieur de ce parti, en vue d'admettre l'existence d'une bourgeoisie monopoliste nationale et de la ranger dans le camp de l'ennemi. En tout cas l'idée selon laquelle la bourgeoisie brésilienne est susceptible d'entrer dans un bloc national-démocratique, capable d'appliquer un programme de "réformes de base" ayant une portée révolutionnaire s'appuie essentiellement sur une thèse économique et une thèse politique auxquelles l'expérience des dix années de dictature a apporté un démenti assez manifeste: (1) sur le

plan économique, la domination impérialiste et la grande propriété foncière étaient censées constituer un blocage au développement des rapports capitalistes de production, donc au plein essor de la bourgeoisie industrielle nationale. D'où l'intérêt de celle-ci à se joindre aux forces démocratiques et anti-impérialistes; (2) sur le plan politique, la dictature militaire était censée représenter surtout les intérêts étrangers, notamment ceux de l'impérialisme nord-américain. D'où l'idée, que les maoïstes brésiliens expriment d'une façon on ne saurait plus claire, que la nation tout entière, sauf une "poignée de traîtres" est intéressée à son renversement. Cette conception évolutionniste, matérialiste non-dialectique du processus économique, n'affaiblissait que dans l'imagination les forces de l'ennemi : la dictature militaire ferait marcher rapidement le pays à la crise économique, ce qui en dernière analyse revenait à croire qu'elle serait incapable de promouvoir le développement des rapports capitalistes de production dans le Brésil. D'où la perplexité dece courant face à la croissance et à la concentration monopoliste de la production telle qu'elles se sont produites, de façon de plus en plus accélérée, dans notre pays depuis dix ans. D'où leur incapacité à rendre compte, au niveau du programme, du mouvement réel de la société brésilienne, des problèmes nouveaux et des contradictions nouvelles engendrés par le développement du capital monopoliste, se subordonnant à lui l'ensemble de la vie économique et sociale de la nation. D'où finalement la conviction, commune aussi bien au PCB qu'au PCduB (maoïste), que la dictature militaire était un phénomène historiquement inviable, que tout le monde ou presque souhaitait l'abattre, et qu'elle serait incapable d'assurer l'hégémonie de la bourgeoisie monopoliste sur la société et sur l'Etat. Que cette conviction mène à un attentisme prudent (PCB) ou à de retentissantes proclamations sur la nécessité de la guerre populaire et de l'encercllement des villes par la campagne (PCduB), cela ne change en rien sa base théorique, mieux son manque d'une base théorique matérialiste et historique.

Mais la reconnaissance du caractère objectivement socialiste de la révolution au Brésil, l'affirmation de la nécessité du socialisme comme seule solution de fond aux problèmes de notre peuple, ne conduit pas nécessairement à un juste point de vue sur le programme révolutionnaire. On ne saurait déduire, à travers les seuls critères de la logique formelle, le contenu concret du programme du caractère général de la révolution, pas plus qu'on ne saurait déterminer le cours concret du mouvement historique en se fondant exclusivement sur l'analyse des rapports de production caractérisant une époque historique donnée. C'est une autre forme de rabais-

sement du programme révolutionnaire que de le réduire à ses déterminations historiques les plus générales, car alors il cesse d'être un guide pour l'action pour devenir une simple profession de foi, fût-elle d'"extrême-gauche". Or, il y a justement tout un courant d'"extrême-gauche", comprenant notamment les trotskystes, qui fait de la "stratégie socialiste" la quintessence du programme révolutionnaire au Brésil, en se fondant sur ce simple raisonnement que le Brésil étant un pays capitaliste, les révolutionnaires ne peuvent lutter que pour un programme socialiste, puisque seule une révolution prolétarienne peut renverser la dictature militaire et le régime du Grand Capital. Autrement dit, l'alternative à la dictature militaire terroriste de la bourgeoisie monopoliste serait la dictature du prolétariat. Nous examinerons plus loin la signification réelle des doctrines gauchistes sur le programme révolutionnaire. Pour l'instant, notons seulement qu'à la base de ces doctrines il y a une conception foncièrement anti-historique de la formation de la société brésilienne, que l'on peut caractériser par les traits suivants:

(a) grave sous-estimation des effets du passé colonial (y compris l'esclavage) dans la question agraire telle qu'elle se pose au Brésil. Le rôle de la grande propriété foncière et de l'esclavage comme facteurs d'atrophie économique de la paysannerie brésilienne. Inspirés par le théoricien gauchiste A. Gunder Frank, un certain nombre de sociologues d'"extrême-gauche" en contradiction avec la thèse fondamentale du matérialisme dialectique, selon laquelle les rapports de production déterminent les rapports de circulation, soutiennent que notre économie a depuis toujours obéi à la logique de l'accumulation capitaliste, par cette simple raison que le système de plantation, base économique du Brésil colonial, produisait pour le marché mondial capitaliste. Autant dire que les doctrinaires gauchistes ignorent la différence entre production de marchandises en général et production capitaliste, et font du marché la catégorie fondamentale de l'économie politique, en abolissant toute détermination historique concrète.

(b) Puisque selon les gauchistes le Brésil a toujours été un pays capitaliste, la question de savoir comment s'est vérifiée la transformation bourgeoise de la société brésilienne n'a pas beaucoup de sens pour eux. Autant dire que la contradiction entre les intérêts industriels, tournés vers le marché intérieur et les intérêts agraires, tournés vers les marchés extérieurs, qui traverse toute l'histoire moderne du Brésil, le déplacement du centre de gravité de l'économie nationale de la Campagne vers la Ville, de la Grande Plantation vers l'Industrie, ne sont que quantité négligeable pour les penseurs d'"extrême-gauche". C'est donc toute l'histoire des luttes sociales et politiques brésiennes qui est noyée dans cette longue nuit où toutes les va-

ches sont noires. Rien d'étonnant alors à ce que le programme socialiste, tel que l'entendent les gauchistes, n'ait aucun rapport avec le mouvement historique concret, qu'il soit rabaisé à une doctrine simpliste pavée de formules creuses, et qu'il ne soit susceptible de guider aucune lutte sociale et politique réelle.

Aucun de ces deux courants de pensée de la gauche brésilienne n'a réussi à déterminer, sur la base du marxisme et du léninisme (pourtant on ne parle ici que des courants se réclamants du marxisme et du léninisme) la forme historique concrète que présente au Brésil l'articulation entre les objectifs historiques généraux de la révolution (déterminés par les rapports de production dominants et visant à les abolir au profit d'une forme supérieure d'organisation économique de la société) et le contenu concret du programme révolutionnaire correspondant à la situation historique spécifique que nous vivons, et qui est elle-même le résultat de toute l'évolution historique antérieure. Autrement dit, aucun de ces courants n'a apporté une réponse satisfaisante à la question : comment ouvrir la voie au socialisme dans notre pays ? dans quelle perspective historique concrète s'inscrit la lutte pour le socialisme au Brésil ? quelles conditions doivent être accomplies pour que le socialisme, historiquement nécessaire, devienne pratiquement possible ?

Il appartient à Lénine le mérite d'avoir le premier, formulé dans toute sa complexité la question des conditions d'une révolution, c'est-à-dire, de l'ensemble de facteurs qui déterminent aussi bien sa possibilité que son contenu. Dans Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique il distingue la condition objective de la révolution (= "degré de développement économique de la Russie") et la condition subjective (= "degré de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat"). Il souligne que la condition subjective est inséparablement liée à la condition objective et que, dans le cas de la Russie, le degré de développement économique ne permettait pas à la "révolution démocratique en cours" d'avoir un contenu autre que le bourgeois. Puis, en ce qui concernait la condition subjective, la masse des ouvriers ne savait que peu de choses à propos des buts du socialisme et des moyens de le réaliser (voir Lénine, Deux tactiques ..., Oeuvres, vol. 9, p. 23). Dans un passage de ses Lettres sur la tactique, Lénine revient sur la notion de condition objective de la révolution pour préciser que le caractère "premier, principal, fondamental d'une révolution" est le "passage du pouvoir d'une classe à une autre" (Lettres sur la tactique, Oeuvres, vol. 24, p. 34). Cette précision complète et approu-

dit les critères antérieurs: ce qui est essentiel dans une révolution c'est le renversement de la classe dominante et l'abolition des rapports de production sur lesquels elle fondait sa domination. En Russie, on le sait, le développement des rapports capitalistes de production faisait de plus en plus de la bourgeoisie la classe économiquement dominante, mais celle-ci n'était pas parvenue à s'emparer du pouvoir d'Etat et à renverser l'autocratie tzariste. L'autocratie apparaissait donc comme le grand obstacle au développement ultérieur de la révolution. Sa chute, en février 1917, a changé de fond en comble la situation, puisqu'elle a mis le prolétariat directement en face de la bourgeoisie, et celle-ci, perdant l'appui de la paysannerie, n'a pas été capable de briser les forces ouvrières et d'empêcher le développement socialiste de la révolution démocratique.

Comment se pose, à la lumière de ces critères, la question des conditions pour la révolution socialiste au Brésil ? Il est évident, pour tout marxiste sérieux, que le degré de développement atteint par le capitalisme au Brésil a déjà créé la nécessité objective du socialisme ainsi que la plupart de ses prémisses matérielles : la grande industrie, la concentration du processus de production, la pénétration du Capital dans l'Agriculture, etc. Il n'est pas moins évident, cependant, que, selon la formule de Lénine, la grande masse des ouvriers ne sait que peu de choses sur le socialisme. Doit-on en conclure qu'au Brésil la condition objective est présente, alors que fait défaut la condition subjective pour le socialisme ? On pourrait à la rigueur s'exprimer ainsi, mais il faudrait encore expliquer comment et en quelle mesure la condition subjective peut être en désaccord avec la condition objective, car en principe, les deux sont inséparablement liées. Il faut d'emblée écarter toute conception idéaliste faisant de l'élément subjectif une donnée indépendante et sans rapport effectif avec les relations sociales objectives, qui "expliquerait" par exemple le décalage entre le développement du capitalisme et le degré d'organisation du mouvement ouvrier par la "trahison" des dirigeants ou par la "manque" d'un parti révolutionnaire. Evidemment, la démarche opposée, consistant à nier le rôle actif de la volonté révolutionnaire, à faire de la conscience un pur reflet des rapports sociaux objectifs, conduit en ligne droite au positivisme, au matérialisme bourgeois, voire au conformisme. La manière matérialiste et dialectique de formuler la question ne peut donc être que la suivante : quelles sont les causes historiques concrètes susceptibles d'expliquer ce qui apparaît à première vue comme une contradiction entre la présence de la condition objective et l'absence de la condition

subjective pour le socialisme au Brésil?

Dans l'essentiel, cette contradiction s'explique par le caractère non-révolutionnaire que présenta, en notre pays, la transformation bourgeoise de la société et de l'Etat. D'où la fondamentale importance, que nous avons déjà soulignée, d'une juste évaluation de la nature de cette transformation. Contrairement à ce qui s'est passé par exemple aux Etats-Unis, où l'antagonisme entre la grande plantation et l'industrie, entre les seigneurs d'esclaves et les capitalistes, a été tranché par un affrontement armé qui a ouvert la voie au plein essor du capitalisme, tout en permettant la formation d'une large couche de paysans aisés, au Brésil la contradiction entre ceux qui voulaient perpétuer la "vocation essentiellement agricole" du pays et ceux qui voulaient l'industrialiser, entre la rente foncière et le capital, n'a jamais conduit à un affrontement décisif. La bourgeoisie industrielle brésilienne s'est développée dans les pores de la société agraire : latifundistes et bourgeois ont toujours trouvé la voie de compromis et ce fut graduellement que l'Industrie affirma sa domination sur l'Agriculture et la Ville sur la Campagne.

Le Brésil a connu en 1930 une crise révolutionnaire sans solution révolutionnaire. Car on ne peut pas affirmer que l'Alliance Libérale, victorieuse par la voie armée, représentait directement la bourgeoisie industrielle. (La lutte pour le pouvoir d'Etat ne se configurait pas clairement, surtout aux yeux de ses protagonistes, sous la forme d'une opposition ouverte entre l'Agriculture et l'Industrie). Mais il est absolument indéniable que le résultat historique des mouvements et transformations politiques des années 1920 et 1930, notamment pendant la période 1930-35, a été la réforme de l'appareil d'Etat, qui cessa d'être un instrument exclusif de domination de l'oligarchie foncière (à la tête de laquelle s'étaient placés, de manière presque constante, les planteurs de café de São Paulo) pour devenir un instrument de partage de pouvoir entre la bourgeoisie industrielle et l'oligarchie foncière, la première assumant petit à petit, grâce à la politique d'industrialisation menée par Vargas, un rôle prépondérant. Il faut noter en ce sens que, malgré le caractère pluriclassiste du régime Vargas, la réforme de l'Etat qu'il a entreprise a favorisé essentiellement la bourgeoisie : la constitution d'un secteur capitaliste d'Etat et le renforcement du secteur public de l'économie ont considérablement favorisé l'essor de la bourgeoisie industrielle nationale, en créant notamment la base de départ pour la formation d'une industrie lourde nationale. La centralisation de l'appareil et du pouvoir d'Etat porta un rude coup au pouvoir local et régional des seigneurs de la terre, en affaiblissant leur influen-

ce sur le gouvernement national. Puis, la mobilisation des masses urbaines à travers le syndicalisme d'Etat et l'octroi par le gouvernement Vargas d'une législation du travail accordant d'"en haut" à la classe ouvrière et aux salariés urbains en général une partie importante des droits et bénéfices sociaux pour lesquels ils se battaient depuis longtemps (vacances, stabilité dans l'emploi, sécurité sociale, journée de huit heures, etc.) a créé des conditions politiques très favorables à la subordination du mouvement ouvrier à la fraction nationaliste et progressiste des classes dominantes, en bloquant ainsi son organisation indépendante. La conjonction de ces facteurs a préparé, à travers un processus de changements économiques et sociaux qui donnèrent au pays son visage actuel, l'affirmation de l'hégémonie bourgeoise. Mais le caractère simplement évolutif de ces changements a fait en sorte que les problèmes hérités du passé agraire, loin d'être résolus, se soient reproduits et amplifiés. Ils ont éclaté, de façon dramatique, lors de la crise nationale de 1963-1964, qui a conduit le Brésil à la dictature militaire.

En 1964 en effet, les forces socialement et politiquement les plus rétrogrades au sein des classes dominantes, appuyées par l'impérialisme nord-américain, ont renversé le gouvernement constitutionnel de João Goulart pour instaurer à sa place un régime de terreur qui a remis en cause toutes les libertés et de nombreuses conquêtes obtenues par les travailleurs pendant la période précédente. Il a en particulier tué dans l'oeuf la tentative de formation d'une centrale syndicale indépendante de l'Etat (le CGT, Comando Geral dos Trabalhadores). Les principales forces de la gauche (le PCB, les nationalistes de gauche) n'ont pas hésité à voir dans le coup d'Etat la victoire exclusive des propriétaires terriens menacés par la réforme agraire et des représentants des intérêts étrangers, notamment nord-américains dans le Brésil. Ils en ont tiré cette conclusion que le régime issu du coup d'Etat serait incapable de promouvoir le développement du capitalisme, qu'il conduirait le pays à la stagnation et à la crise économique dans les plus brefs délais. Ils ont confondu le caractère socialement régressif et politiquement réactionnaire du régime avec son orientation économique: ils ne comprirent pas que la dictature militaire représentait principalement au sein des classes dominantes, les secteurs intéressés à l'expansion de la grande industrie monopoliste plutôt que les secteurs les plus arriérés économiquement, liés à la grande propriété foncière. Bref, ils se trompèrent sur la question fondamentale de l'identification de l'ennemi, de ses ressources et de la politique qu'il allait suivre. Ils croyaient que le coup d'Etat de 1964 entraînerait le retour des grands propriétaires fonciers au pouvoir central, alors qu'il a en fait créé les conditions pour la pleine domination de la bourgeoisie monopoliste sur la société et sur l'Etat brési-

liens. C'est que le PCB avait élaboré une doctrine, à laquelle nous avons déjà fait allusion, selon laquelle la bourgeoisie brésilienne ne saurait se ranger dans le camp de la contre-révolution, puisque la contre-révolution impliquerait forcément dans le blocage du développement économique (entendons: du développement capitaliste, puisqu'il n'était pas question d'autre chose dans le programme de réformes de base qu'il défendait à l'époque) et contrarierait donc les intérêts de la bourgeoisie elle-même. D'où l'optimisme véritablement démobilisant de certains théoriciens qui se faisaient plus ou moins les porte-parole de ces conceptions, tel Nelson Werneck Sodré, qui assurait à la veille du coup d'Etat que la réaction interne (qui pour lui se réduisait aux latifundistes) était pratiquement désarmée et que le seul danger menaçant les forces populaires venait de l'extérieur (des Etats-Unis). D'où leurs illusions, après le coup d'Etat, sur l'inviabilité du régime auquel il avait donné lieu.

La signification historique générale du coup d'Etat de 1964 et du régime de dictature militaire instauré par la suite, ne saurait pas être comprise si l'on ne tient pas compte du fait que la bourgeoisie brésilienne dans son ensemble et particulièrement sa couche monopoliste devaient se procurer à l'étranger les moyens de productions (machines, équipements, matières-premières industrielles) nécessaires à la poursuite de la croissance industrielle et à la reproduction élargie du processus de production dans son ensemble. Pour maintenir le rythme de l'expansion économique il fallait réaliser d'importants investissements au niveau de la infra-structure (production d'énergie électrique, système de transports et communications, etc.), installer ou élargir des branches industrielles fondamentales (sidérurgie, pétrochimie, etc.) et par conséquent favoriser l'entrée massive de capitaux étrangers, soit directement dans la sphère productive, soit sous la forme de capital de prêt. Comment financer cette opération sinon sur le dos des travailleurs? Le combat à l'inflation, dont le taux annuel s'approchait à 90% au moment de la chute de Goulart était une mesure indispensable à la "crédibilité" du système monétaire et financier brésilien et une condition "sine qua non" pour obtenir, auprès des institutions financières contrôlées par les grandes puissances capitalistes, les crédits et financements nécessaires à l'expansion (d'autant plus que les investissements directs de capitaux privés étrangers étaient limités, les groupes monopolistes préférant très souvent les opérations purement spéculatives à court terme). Bref, le capitalisme brésilien arrivé au degré de concentration qui engendre les monopoles, n'avait que trop tendance à s'appuyer sur un régime de dictature militaire, faisant régner la terreur sur le mouvement ouvrier et démocratique. Car outre les sacrifices que les monopoles en général imposent aux travailleurs de tous les pays pour s'emparer d'une fraction sans cesse croissante du

sur-produit social, il faut ajouter, dans le cas d'un pays comme le Brésil, le lourd tribut que l'économie nationale comme un tout verse aux groupes monopolistes des pays capitalistes dominants, tant sur la forme classique du pillage de ses ressources naturelles que sur celle, plus moderne et plus importante, du rapatriement des bénéfices accumulés sur place. Quoi de mieux qu'un "régime fort" pour parvenir, dans ces conditions, à promouvoir une accumulation monopoliste accélérée, et "rattrapper le retard" qui séparait le Brésil des pays capitalistes dominants. On comprend donc l'étendue des sacrifices imposés aux masses travailleuses, ainsi que le lien étroit rattachant l'accumulation monopoliste au terrorisme policier et militaire.

Il n'y a pas de fatalité dans l'Histoire. Dans l'abstrait, la voie "nationale et démocratique" proposée par le PCB et les nationalistes de gauche avant le coup d'Etat de 1964 aurait permis de résoudre toute une série de graves problèmes économiques et sociaux hérités de la colonisation et du passé agraire: elle aurait notamment imprimé un caractère démocratique à la transformation bourgeoise de la société brésilienne, en faisant accéder à la propriété de la terre des millions de travailleurs ruraux condamnés à la misère dans les grandes plantations ou dans les petits lopins de terre ("minifundia") d'où ils ne parvenaient pas à tirer le minimum vital. Elle aurait en plus épargné à l'économie nationale la terrible saignée que représentent les profits, intérêts, royalties, etc. payés aux investisseurs étrangers, puisqu'elle aurait fondé la croissance industrielle sur le développement équilibré du système productif comme un tout, dans lequel le secteur d'Etat aurait un rôle déterminant et ne serait pas au service des grands monopoles étrangers et nationaux. Cette voie historique aurait donc épargné bien de souffrances et de misères au peuple brésilien, elle aurait changé le cours de l'histoire brésilienne et amorcé dans de conditions beaucoup plus favorables le passage au socialisme. Mais dans l'abstrait seulement. Car elle ne serait possible qu'à travers un front national-populaire ayant le prolétariat comme force motrice, et non l'aile nationaliste de la bourgeoisie, comme ce fut le cas sous Goulart. D'autant plus que le contenu de la lutte démocratique et anti-impérialiste devenait de plus en plus révolutionnaire, et que par conséquent la stabilité d'un front comprenant outre le prolétariat et la paysannerie, l'aile nationaliste et démocratique de la bourgeoisie, ne saurait être que de plus en plus précaire. A l'heure de l'affrontement décisif, la bourgeoisie a choisi son camp, qui n'était pas celui du peuple...

Arrivée à son stade monopoliste sans avoir accompli, ne serait-ce que partiellement, le programme de réformes nationales et démocratiques pro

posé depuis des décennies par les forces de la gauche (les traits essentiels du programme de réformes de base de 1963 étaient déjà présents dans le programme de 1935 de l'Alliance Nationale Libératrice) la bourgeoisie brésilienne a incorporé au développement du capitalisme dans notre pays les éléments pré-capitalistes caractéristiques de la période historique précédente, où l'oligarchie foncière dominait la société et l'Etat. En ce sens la concentration de la propriété foncière, avec ses modes spécifiques d'exploitation du travail (des "moradores", "colonos", "parceiros", etc.), oppose à une masse de paysans pauvres, de semi-prolétaires et de prolétaires de la campagne une infime minorité de latifundistes et gros capitalistes ruraux, et constitue autant l'héritage de l'esclavage colonial et de l'atrophie de la petite et moyenne propriété paysanne qu'une forme spécifique d'articulation de la production agricole et de la production industrielle, donc une forme spécifique d'exploitation de la campagne par la ville, à l'intérieur du processus d'ensemble de la reproduction capitaliste, de l'accumulation monopoliste.

Mais c'est surtout dans le fait que la classe ouvrière et les travailleurs salariés en général ne disposent pas au Brésil, d'organisations syndicales indépendantes, que se manifeste le caractère non-démocratique de la transformation bourgeoise de la société brésilienne. Ce serait une grave erreur que de croire que la répression policière entreprise depuis 1964 par la dictature militaire explique à elle seule le fait que les masses travailleuses n'aient pas pu conquérir le droit à l'organisation syndicale indépendante et soient réduites soit à la dispersion de leurs luttes, soit à la participation au syndicalisme d'Etat, régi par une législation inspirée de la Carta del Lavoro (que Mussolini imposa jadis aux travailleurs italiens). La dictature militaire n'a pas créé le syndicalisme d'Etat : elle s'est contentée de briser l'évolution, qui s'amorçait après de longues luttes, vers l'indépendance syndicale. Il en va de même pour les libertés publiques et pour les institutions démocratiques en général : il suffit de ne pas tomber dans le point de vue juridique si cher aux idéologues libéraux pour comprendre que le régime constitutionnel en vigueur de 1946 à 1964, pourtant le plus démocratique qu'a jamais connu le Brésil, était loin d'assurer au peuple les droits et les libertés que connaissaient les démocraties bourgeoises plus avancées.

La dictature militaire terroriste a stoppé, par la violence ouverte, l'évolution vers la démocratie qui se produisait dans le pays à travers des luttes de masse de plus en plus importantes. Elle l'a fait justement dans la mesure où cette évolution risquait de devenir une rupture révolutionnaire avec l'ordre bourgeois, où la lutte démocratique et anti-impérialiste

prenait un contenu de plus en plus populaire (c'est-à-dire, essentiellement ouvrier et paysan) menaçant donc l'hégémonie bourgeoise sur la société et sur l'Etat. Qu'est-ce en effet que la démocratie, dans ce qu'elle a d'essentiel, sinon l'union des travailleurs de la ville et de la campagne, des ouvriers et des paysans, et la force que représente cette union dans l'ensemble de la société?

On voit donc toute la portée historique de la lutte pour la démocratie au Brésil : elle est ce qui manque à notre pays pour que le socialisme y devienne pratiquement possible, pour que les grandes masses soient à même de s'occuper des affaires de l'Etat, pour que la classe ouvrière, aliée à la paysannerie et à l'ensemble des travailleurs de la ville et de la campagne, assume le rôle de classe dirigeante et conduise le peuple tout entier dans la voie du socialisme et du communisme.

La solution, matérialiste et dialectique, à ce qui nous était apparu comme la contradiction entre l'existence de la condition objective et l'inexistence de la condition subjective pour le socialisme au Brésil est donc la réalisation du programme de démocratie révolutionnaire ouvrant la voie au socialisme. Ce programme ne saurait être accompli que si le prolétariat se met à la tête du peuple tout entier. Aussi pouvons nous parler du caractère prolétaire et socialiste de la grande transformation révolutionnaire inscrite dans les contradictions de la société brésilienne actuelle. Mais le prolétariat ne se mettra à la tête du peuple tout entier, ne parviendra notamment à forger dans l'action l'alliance ouvrière-paysanne, que s'il défend dès maintenant l'ensemble des mesures qui, en réalisant la démocratie, rendent possible le socialisme. Parmi ces mesures, trois sont essentielles : la réforme agraire radicale, selon la consigne "la terre à celui qui la travaille", l'entière liberté d'organisation, tant sur le plan économique que sur le plan politique, pour la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs, avec toutes les conséquences que cela implique, depuis l'exercice sans restrictions du droit de grève jusqu'au contrôle ouvrier de la production et de la gestion des entreprises tant publiques que privées, et l'application d'un programme anti-monopoliste conséquent, correspondant aux intérêts de toutes les couches non-monopolistes de la population et comprenant notamment la nationalisation des grands moyens de production et de distribution nécessaires à la formation d'un secteur public de l'économie assez puissant pour prendre en charge l'orientation générale de la vie économique nationale, en la faisant donner les premiers pas en vue du passage au socialisme.

Il va de soi que ces éléments fondamentaux du programme de démocratie révolutionnaire ouvrant la voie au socialisme doivent se compléter et se préciser. Il est particulièrement important, en ce sens, de rattacher fermement la lutte pour la démocratie révolutionnaire à la lutte pour le renversement de la dictature militaire terroriste au service des monopoles, notamment en ce qui concerne les conditions politiques de la participation du prolétariat à un large front anti-dictature comprenant outre les classes révolutionnaires de la démocratie, les secteurs libéraux et nationalistes de la bourgeoisie, disposés à lutter jusqu'au bout contre le régime militaire terroriste au service des monopoles. Dans cette alliance possible avec des secteurs bourgeois ennemis de la dictature, le prolétariat n'abdiquera en aucun cas de son indépendance au sein du front anti-dictature et n'oubliera un seul instant que les alliés bourgeois seront toujours tentés d'arrêter la lutte pour la démocratie dans les limites des rapports capitalistes de production et de domination de classe. Si le renversement de la dictature militaire terroriste au service des monopoles constitue aujourd'hui la priorité des priorités, la tâche qui, une fois accomplie rendra possibles toutes les autres, rien ne saurait assurer "a priori" que la chute du despotisme militaire entraînera la victoire de la démocratie révolutionnaire. C'est le cours concret de la lutte de classes, la solidité de l'alliance ouvrière-paysanne, qui constituent les meilleurs gages du développement révolutionnaire de la lutte contre la dictature, d'abord dans le sens de la réalisation entière du programme démocratique, ensuite dans celui de la construction du socialisme. C'est pourquoi tous les communistes, tous les révolutionnaires, doivent opiniâtement se battre pour que la classe ouvrière se mette dès maintenant à la tête de la lutte pour la démocratie, contre les monopoles et contre le terrorisme militaire.

Pour acheter DEBATE: 1) Librairie Portugaise
33, rue Gay-Lussac 75005 Paris

2) Librairie Joie de Lire
19/40, rue Saint-Séverin 75005 Paris

Correspondance/abonnements: M. Descombe
LA BROSSE - 91640 BRIIS-SOUS-FORGE
FRANCE